

*Questions orales*

je pose au premier ministre suppléant: Comment concilie-t-il cette flagrante démonstration de partialité politique avec les nombreuses déclarations faites par le gouvernement—entre autres dans le discours du Trône—, selon lesquelles nous ne devrions pas faire preuve d'autant de partialité politique dans nos commentaires à la Chambre et à l'extérieur de celle-ci?

**Le très hon. Joe Clark (Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre responsable des Affaires constitutionnelles):** M. Lo Yuk Sui, identifié par personne d'autre que Julian Beltrame comme un homme d'affaires de Hong Kong, a déclaré, et je cite l'article en question: «Lo a aussi critiqué le récent déficit budgétaire de dix milliards de dollars de l'Ontario et déclaré qu'il n'aurait peut-être pas investi dans l'immobilier s'il avait su que le NDP hausserait les impôts.»

À mon avis, il est important que nous comprenions tous que les mesures que nous prenons ici au Canada ont des conséquences à l'échelle internationale.

[Français]

**M. John R. Rodriguez (Nickel Belt):** Ma question s'adresse au vice-premier ministre, monsieur le Président. Ce voyage est caractérisé par les mauvaises blagues du premier ministre sur les réfugiés, par ses attaques contre son propre pays, et par les extravagances et les somptuosités. Le vice-premier ministre conviendra-t-il que les contribuables n'ont pas à payer pour un voyage dont le seul but apparent est celui de la partisanerie?

**Le très hon. Joe Clark (Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre responsable des Affaires constitutionnelles):** Ce n'était pas l'objectif du voyage. Ce n'était pas la caractéristique du voyage.

[Traduction]

**Mme Sheila Copps (Hamilton-Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre et porte sur le même sujet. Le premier ministre a prétendu qu'il s'en allait en Asie à titre de représentant de commerce en chef pour le Canada. Tout ce qu'il a réussi à faire, c'est ternir délibérément la réputation d'une province qui constitue pourtant le bastion manufacturier du pays et qui est aux prises avec des difficultés énormes. Oui, j'ai une question. La voici d'ailleurs: Au moment où des milliers et des milliers d'Ontariens ont besoin d'un emploi, pourquoi le premier ministre ternit-il l'économie de l'Ontario à des fins bassement politiques?

**Le très hon. Joe Clark (Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre responsable des Affaires constitutionnelles):** Monsieur le Président, le premier ministre n'est pas coupable de ce que l'accuse la députée.

• (1430)

[Français]

**Mme Sheila Copps (Hamilton-Est):** Monsieur le Président, on sait que le premier ministre lui-même a véhiculé, au Japon et à Hong Kong, un mensonge. Il a prétendu que les hommes et les femmes d'affaires. . .

[Traduction]

**M. le Président:** Que la députée pose sa question. Je ne tolérerai pas pareil préambule.

[Français]

**Mme Copps:** Voici donc ma question: Pourquoi le premier ministre prétend-il que ce sont les politiques économiques de l'Ontario qui nuisent au développement du Canada, quand il sait fort bien que ce qui nous nuit actuellement, ce sont les politiques économiques du gouvernement du Canada?

**Le très hon. Joe Clark (Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre responsable des Affaires constitutionnelles):** Monsieur le Président, une partie du problème avec lequel le Canada doit faire face au Canada est un problème de réputation, un problème qui peut affecter l'investissement étranger, créé par le budget du gouvernement de l'Ontario. Je crois que c'est juste pour le premier ministre du Canada d'indiquer cette réalité parmi d'autres réalités qu'il a mentionnées dans le contexte d'une série de conversations ayant comme objectif et pour effet la promotion du Canada.

[Traduction]

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre):** Monsieur le Président, je voudrais poser des questions portant sur le même sujet à la secrétaire d'État aux Affaires extérieures, qui est aussi une députée de l'Ontario où l'on compte actuellement plus de 500 000 chômeurs.

Compte tenu que les propos du premier ministre ont été complètement rejetés par les représentants du Japon qu'il a rencontrés, la secrétaire d'État est-elle prête à démentir les déclarations du premier ministre au Japon?

**L'hon. Barbara McDougall (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Non, monsieur le Président.